Dossier de presse

Défaire le *dèmos*

Le néolibéralisme, une révolution furtive

Wendy Brown

Traduit de l'anglais par Jérôme Vidal



Au cours des dernières décennies, l'efficacité a été érigée au rang de valeur primordiale au sein des sociétés occidentales : de l'évaluation des pratiques gouvernementales et des institutions au rapport à soi des individus, l'impératif de valorisation est devenu la norme, tout et tout le monde étant désormais traité comme capital. Analysant les transformations de l'université, celles de l'ordre juridique ou l'emprise acquise par le jargon des « meilleures pratiques », Wendy Brown montre comment la rationalité politique néolibérale – nouvel ordre du discours qui excède largement le domaine de l'économie – introduit partout la logique du marché. Reprenant le fil de l'étude du néolibéralisme là où Foucault l'avait abandonnée, elle explique que la logique sacrificielle qui sous-tend les modèles de la « gouvernance » et de l'*homo œconomicus* menace la possibilité même de constitution de sujets politiques et, par conséquent, les fondements de la démocratie.

Si le néolibéralisme a récemment été étudié sous l'angle de l'histoire intellectuelle (François Denord), de la sociologie historique (Michel Feher) et de l'élaboration d'alternatives (Pierre Dardot et Christian Laval), l'apport décisif de Wendy Brown se situe dans le domaine de la théorie politique. Son analyse des fondements du caractère performatif des discours néolibéraux s'appuie sur des critiques claires, exprimées sans jargon, des apports respectifs de Marx, Weber, l'École de Francfort et Foucault à l'étude du développement de la rationalité instrumentale et de l'individuation de ses formes. Sa connaissance de la philosophie libérale lui permet en outre de montrer que ce développement n'entre pas seulement en contradiction avec les formulations radicales de l'idée démocratique, mais également avec ses acceptions libérales, telle celle de John Stuart Mill – proposition décisive à l'heure où la démocratie redevient un concept disputé dans le champ politique en France et en Europe.

En librairie
le 19 septembre 2018

296 pages
22 €
ISBN : 978-2-35480-172-4

Wendy Brown est professeure de science politique à l'université de Berkeley. Les problèmes qu'elle soulève se situent au croisement de la théorie politique, de la pensée féministe et de la critique culturelle. Ses écrits traduits en français incluent *Les Habits neufs de la politique mondiale* (Les Prairies ordinaires, 2007), *Murs* (Les Prairies ordinaires, 2009) et *Politiques du stigmate* (Puf, 2016).

Éditions Amsterdam

Les recherches et les analyses de Foucault sur le néolibéralisme étaient guidées par l'exploration de la naissance de la biopolitique, par son intérêt pour le passage de la souveraineté à la gouvernementalité et pour les reformulations et transformations du libéralisme. Or, ces préoccupations ne permettent pas de saisir ce que le néolibéralisme fait à la vie sociale, à la culture, à la subjectivité ni *a fortiori* à la politique. Se manifeste ici une limite plus générale du travail de Foucault, que nous pourrions désigner comme sa « conception du politique », laquelle est essentiellement limitée aux termes (paradoxalement centrés sur l'État) de « souveraineté » et de « juridisme ».

Pour le dire un peu différemment, dans ses cours, lorsque Foucault parle de la façon dont le sujet moderne est gouverné, il parle dans un idiome libéral étrangement limitatif. Chez lui, le gouvernement émane de l'État et s'exerce toujours sur la population et le sujet – parfois sur la population à travers le sujet, parfois sur le sujet à travers la gestion de la population. Que Foucault traite de biopolitique ou de discipline, de droit ou de décret souverain, les sujets sont gouvernés ou résistent au gouvernement *en tant que* sujets individuels ou corps disciplinés. Nulle part il n'y a de corps *politique*, nulle part de *dèmos* agissant de concert (même de façon épisodique) ou exprimant une aspiration à la souveraineté ; il y a peu de forces sociales qui viennent d'en bas et pas de pouvoir partagé de gouverner ni de luttes communes pour la liberté. Ces absences constituent une limite constante du travail de Foucault du point de vue de la théorie politique, mais elles sont particulièrement significatives dans ses cours sur le néolibéralisme. L'individu est libéré ou libéré pour être gouverné, et le gouvernement couvre toute l'étendue du domaine du politique. Dans les généalogies et les théories que propose Foucault du gouvernement, de la gouvernementalité et de la biopolitique, il y a donc des sujets – qui sont produits, qui sont gouvernés, qui résistent –, mais pas de *citoyens*.

Par conséquent, Foucault ne tire pas de sa description de la raison néolibérale une réflexion sur la façon dont elle croise ou agit sur la vie politique et la citoyenneté. La reconstruction, l'érosion et la transformation de ces domaines sont absentes de son analyse, et la résistance – si tant est qu'elle apparaisse effectivement – intervient sous d'autres formes et dans d'autres lieux. Pour le dire plus brutalement, son cadre d'analyse lui interdit de poser la question suivante : quels effets la rationalité néolibérale a-t-elle sur la démocratie, et plus précisément sur les principes, les institutions, les valeurs, les expressions, les coalitions et les forces démocratiques ? Et surtout, quel est l'effet de cette rationalité sur l'imaginaire démocratique ? Que fait-elle à l'idée même de *dèmos* dans le cadre de la souveraineté populaire ? Que fait-elle aux valeurs que sont l'autonomie politique, la liberté politique, la parole des citoyens, la justice et l'égalité ?

Cette élision dans la pensée de Foucault mérite qu'on s'y arrête : comment l'expliquer, et quelles en sont les ramifications ? Tel sera l'objet du chapitre suivant. Mais il importe par ailleurs de réfléchir à ses liens avec une autre limitation majeure de sa pensée, qui découle de son opposition bien connue au marxisme, à la fin des années 1970. Comme je l'ai déjà évoqué, ces cours sont parcourus par une critique systématique du marxisme, de son épistémologie et de son historiographie aussi bien que de son analyse politique et économique. Foucault propose une critique de la « logique du capital » dans la pensée de Marx, et plus généralement de la logique marxiste. Selon lui, l'absence de théorie du gouvernement chez Marx est responsable de ce qui lui apparaît comme la rationalité politique peu originale et profondément pauvre des États socialistes réellement existants.

En refusant globalement les catégories, la logique et l'historiographie marxistes, Foucault s'est donné les moyens de mettre en avant des aspects peu théorisés de l'émergence de l'économie politique et de repenser de façon inédite les relations entre libéralisme, État, économie et sujet moderne. Mais ce refus a également un coût : il empêche Foucault de prendre la mesure des dominations inédites impliquées par le néolibéralisme. Ainsi, on ne peut pas comprendre les jugements apparemment légers de Foucault à l'encontre du néolibéralisme si on les rapporte exclusivement à sa curiosité généalogique et à son souci admirable de mise à nu des singularités historiques, ou encore au fait que le néolibéralisme n'était pas encore hégémonique au moment où il écrivait, ou qu'il n'avait pas encore fusionné avec des discours qui permettraient d'intégrer aux visées économiques nationales aussi bien le monde des affaires, l'économie et la gouvernance que l'individu. Non, le problème vient plutôt de ce que Foucault a refusé de voir dans le capital une force historique et sociale. Lorsqu'il mentionne le capital, ce qui est remarquablement rare dans ses cours, c'est généralement pour se gausser de l'idée qu'il suivrait une logique nécessaire ou impliquerait un système de domination.

Pourtant, le capital et le capitalisme ne peuvent être réduits à un ordre de raison. Certes, Foucault est fondé à dire que « nous avons à produire la vérité comme, après tout, nous avons à produire la richesse, et nous avons à produire la vérité pour pouvoir produire des richesses », mais ni les impératifs ni les effets du capital ne peuvent être entièrement attribués au capitalisme en tant que régime de vérité.

Dans son avis, le juge interprète le premier amendement non plus comme un droit humain ou civil, mais comme un droit du capital. Ce qu'il cherche à garantir contre toute réglementation ou ingérence, ce ne sont plus des idées, une délibération ou l'intégrité de la sphère politique démocratique, mais un flux de discours. Tout en conservant le langage du droit et des personnes, il opère en réalité une dissociation entre, d'une part, le discours et le droit à la libre expression et, d'autre part, les individus, ce qui lui permet ensuite de défendre plus aisément la protection de la libre expression des entreprises. Le problème que soulève *Citizens* n'est donc pas – comme l'affirment souvent ses critiques – qu'il confère aux grandes entreprises les droits des individus, mais que les individus en tant que porteurs de droits et parties prenantes de la souveraineté populaire disparaissent lorsque les flux de discours accèdent au statut de flux de capitaux et que tous les acteurs cherchent à accroître la valeur de leur capital.

Pour Kennedy, non seulement discours et capitaux doivent circuler librement, mais le seul ennemi de cette liberté est l'État. Dans cette perspective, tous les membres de la société et de l'économie, du citoyen le plus pauvre à l'entreprise la plus riche, sont liés entre eux en tant que victimes potentielles de l'ingérence et de la censure de l'État. Dès lors qu'individus et entreprises sont ainsi alliés – et même identifiés par les périls identiques qui les menacent –, la puissance singulière du discours des grandes entreprises n'est pas simplement passée sous silence, elle est transformée en cause à défendre. Désormais, ce qui doit être combattu, ce sont les conditions qui font que « certaines associations défavorisées de citoyens – celles qui ont une forme entrepreneuriale – sont pénalisées » et empêchées de « proposer tant des faits que des opinions au public », qui se voit ainsi privé de « connaissances et d'opinions vitales à son fonctionnement ».

Dans un champ structuré par une rhétorique selon laquelle il n'existe que le discours et sa mise en danger par l'État, où le flux sans entraves du discours profite à tous, tandis que l'intervention de l'État cible et discrimine invariablement, les différences significatives entre locuteurs disparaissent. Que celui qui parle soit une femme à la rue ou Exxon, le discours est du discours et le capital, du capital. Le déni des stratifications et des différences de pouvoir dans le champ de l'analyse et de l'action est un trait essentiel de la rationalité néolibérale, et c'est précisément ainsi que sont effacées discursivement les distinctions entre capital et travail, propriétaires des moyens de production et producteurs, propriétaires et locataires, riches et pauvres. Il n'y a que du capital, et le fait qu'il soit humain, entrepreneurial, financier ou dérivé, qu'il soit immense ou infime, ne dit rien des normes qui doivent s'appliquer à lui, ni n'altère son droit à être affranchi de toute ingérence. Ainsi, dans *Citizens United*, il n'y a que du discours, et tout discours dispose du même droit, de la même capacité à enrichir le marché des idées, de la même capacité à être jugé par les citoyens et de la même vulnérabilité aux restrictions et à la censure de l'État.

En bref, pour le juge Kennedy, si le discours est *semblable au* capital, c'est parce qu'il est naturel, incontrôlable, dynamique et créateur ; parce qu'il opère et circule dans un champ organisé comme un marché ; parce qu'il a le même statut, quels que soient les agents sociaux qui le portent ; parce qu'il crée de la liberté à travers les choix des producteurs et des consommateurs ; parce qu'il a le droit d'être libre ; parce qu'il s'oppose par principe à toute réglementation par l'État. Comme nous le verrons, le discours fonctionne *en tant que* capital dans la mesure où il favorise la position de celui qui le porte sur ce que Kennedy appelle « le marché politique ». À travers cette transformation – ce passage d'un registre politique à un registre économique – de la signification, du caractère, de la visée et de la valeur du discours, s'exprime de façon précise le développement de la rationalité néolibérale dans la sphère politique et éthique. En étouffant les inquiétudes suscitées par la distribution inégale du pouvoir et de l'efficacité au sein du marché des discours, elle renforce en même temps l'argumentaire de ceux qui veulent lever les restrictions relatives à l'entrée sur le marché et éliminer les réglementations encadrant leur fonctionnement à l'intérieur du marché. Une fois cette économisation accomplie, vouloir soumettre le marché sur lequel opère le discours à une égalité ou à une redistribution artificielles revient simplement à commettre une erreur morale et technique typique du keynésianisme. Si les marchés sont des lieux où règne une égalité naturelle, qui ne sauraient exister et prospérer en l'absence d'une concurrence sans entraves, l'État peut certes intervenir pour en faciliter l'accès ou entretenir la concurrence, mais en dehors de cela, il n'est qu'un intrus, il n'a aucune légitimité. Ainsi, aux yeux du juge Kennedy, les décisions de la Cour suprême qui visaient à limiter la liberté d'expression des entreprises constituent des ingérences dans le « libre marché » des idées que protège le premier amendement.

Les services de presse, en nombre limité,
sont disponibles à partir du 16 juillet 2018

Contact presse
lambert@editionsamsterdam.fr



15, rue Henri-Regnault – 75014 Paris
amsterdam@editionsamsterdam.fr
www.editionsamsterdam.fr

@editions.amsterdam

@amsterdam_ed

Belles Lettres diffusion distribution